

Distr.
GENERALE

E/CN.4/1994/104
3 février 1994

FRANCAIS
Original : ANGLAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME
Cinquantième session
Point 12 de l'ordre du jour provisoire

QUESTION DE LA VIOLATION DES DROITS DE L'HOMME ET DES LIBERTES
FONDAMENTALES, OU QU'ELLE SE PRODUISE DANS LE MONDE, EN PARTICULIER
DANS LES PAYS ET TERRITOIRES COLONIAUX ET DEPENDANTS

Lettre datée du 1er février 1994, adressée au Secrétaire général adjoint
aux droits de l'homme par le Représentant permanent de la République de
Bosnie-Herzégovine auprès de l'Office des Nations Unies à Genève

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint une lettre datée du
31 janvier 1994 qui émane de M. Haris Silajdzic, Premier Ministre de
la République de Bosnie-Herzégovine, et qui concerne la cinquantième session
de la Commission des droits de l'homme de l'Organisation des Nations Unies.

L'Ambassadeur

(Signé) Mustafa Bijedic

Dans le cadre de la session qui s'est ouverte ce jour, je tiens à vous communiquer ce qui suit :

Depuis près de deux ans que dure l'agression contre la République de Bosnie-Herzégovine, les forces serbes d'occupation non seulement commettent des violations massives et des actes de génocide à l'encontre de la population musulmane, mais se livrent également à des opérations de nettoyage ethnique dans les villes et régions de Bosnie qu'elles occupent, en employant à cette fin tous les moyens et méthodes possibles. Malheureusement, en dépit de tous nos avertissements et appels, la situation loin de s'améliorer, s'aggrave.

Avant même de commencer leurs attaques contre la République de Bosnie-Herzégovine, les autorités serbes, recourant à la menace, à l'emprisonnement et au meurtre, s'étaient livrées au nettoyage ethnique dans la région de Sandzak où la population est composée en majorité de musulmans bosniaques. Cette politique de répression pratiquée par le régime serbe se poursuit et, ces derniers jours, plusieurs musulmans bosniaques qui occupaient des positions importantes dans la région ont été arrêtés. A cause de cette politique de répression menée par le régime de Belgrade, un grand nombre de musulmans bosniaques ont quitté leurs foyers au cours des dernières années et ont été contraints d'émigrer. Cette politique, loin d'avoir cessé, est malheureusement toujours en vigueur.

D'autre part, je souhaite vous rappeler que le processus de nettoyage ethnique dans la ville et dans l'ensemble de la région de Banja Luka dure depuis près de deux ans, c'est-à-dire depuis l'occupation de cette ville, qui avant la guerre était presque exclusivement peuplée de musulmans bosniaques. L'opinion publique mondiale n'ignore pas que tous les monuments sacrés pour les musulmans ont été rasés et que 70 % des musulmans bosniaques ont été expulsés. Aujourd'hui encore, ils continuent d'être chassés de chez eux.

En dépit de toutes les condamnations et de toutes les tentatives faites pour que cessent ces pratiques, le régime de Belgrade n'a en rien modifié la politique de répression qu'il mène en violation des droits de l'homme et rien n'indique qu'il en ait l'intention.

Je vous demande instamment de bien vouloir agir immédiatement et mettre tout en oeuvre en vue d'obtenir des rapports de première main, notamment en envoyant des représentants autorisés à Sandzak et Banja Luka, afin que la communauté mondiale soit dûment informée et que toutes les mesures nécessaires soient prises pour mettre un terme à ces violations des droits de l'homme et assurer la protection des populations dans cette région comme dans d'autres.

(Signé) Haris Silajdzic
